

C O M M U N I Q U E

En ces jours d'anarchie, nous nous sentons obligés de nous exprimer afin d'apporter des clarifications sur la position politique de l'AREMA, afin d'éclairer l'opinion sur les enjeux que traverse notre pays.

Depuis 2002 et à ce jour, des problèmes de fond ont conduit notre pays là où il est aujourd'hui sans que jamais ceux-ci ne soient diagnostiqués ni analysés pour redémarrer sur des bases saines dans une Nation fière et debout.

Depuis 2002, notre parti a été vilipendé, nos dirigeants ont été persécutés par le bras vengeur de l'Exécutif et écartés des rouages de la vie sociale, politique et économique sans autre raison, que celle du sectarisme le plus primaire, créant ainsi des divisions profondes qui ont accentué les fractures de notre Nation.

Depuis 2002, certains de nos membres, sans aucune légitimité se sont arrogés le droit de parler au nom de l'AREMA sans autre bénédiction que celle de ceux qui nous ont persécutés, utilisant des artifices pseudo légaux dont l'objectif était et est toujours de maintenir notre parti dans l'obscurité.

Depuis 2002, certains, plus préoccupés par leur sort personnel que par l'avenir du parti et des centaines de milliers de militants historiques, n'ont pas hésité, et ce, sans l'autorité politique et légale des organes directeurs du parti, à engager ce dernier dans des alliances contre nature et contraires à ses principes fondamentaux pour s'assurer une position et des prébendes dans des gouvernements et parlements illégitimes et illégaux.

Depuis 2009, le président fondateur Didier RATSIRAKA, a fait entendre sa voix et son autorité pour réclamer une refondation de notre démocratie, la réconciliation et la cohésion nationale afin de mettre un terme définitif à ces crises répétitives, qui finissent toujours par mettre en place des régimes issus de la rue et non de la vérité des urnes et qui entraînent à chaque fois notre pays dans les abysses de la honte et du déshonneur.

Nous, membres du comité directeur de l'AREMA, réunis autour du fondateur de notre parti, le président Didier RATSIRAKA, seule autorité pouvant s'exprimer avec force et légitimité au nom de notre parti, réitérons ce message simple :

- Il ne peut y avoir de Paix durable et de démocratie à la hauteur de nos idéaux sans un dialogue vrai et sincère entre Malgaches sur les zones d'ombres et de lumières de l'Histoire ;
- Une sortie de crise imposée par des pays étrangers, aussi puissants soient-ils, qui n'aurait pas été préalablement discutée, approuvée par la collectivité nationale, ne servira pas les intérêts du Peuple malgache et ne pourra que conduire à une réédition des crises politiques violentes, et toutes les conséquences sociales et économiques désastreuses qui en découlent. Et nous ne pouvons en être les complices.

De ce qui précède, nous affirmons ce qui suit :

1. L'AREMA, solidaire avec son fondateur, le président Didier RATSIRAKA, **ne peut cautionner un processus électoral qui, sous couvert d'une élection présidentielle viciée, entrainera le pays vers une faillite morale, politique, économique et sociale,** dont nous ne nous relèverons qu'avec autrement plus de difficultés que ce que nous vivons déjà en ces jours sombres ;
2. **L'AREMA ne soutient aucun candidat,** quel qu'il soit, qui s'engage dans cette élection présidentielle imposée de l'étranger et met en garde toute personne, individu, entité, association qui tenterait d'engager le parti dans cette voie sans issue ;
3. L'AREMA, comme l'a répété maintes fois le président Didier RATSIRAKA a refusé depuis 2002 de participer à un gouvernement que nous considérons comme illégal et illégitime. **Les membres du Comité Directeur en appellent ainsi au jugement de ses militants et du peuple malgache.** Ceux qui ont usurpé le droit et engagé le parti dans une feuille de route imposée par l'étranger et le soutien intéressé d'autorités politiques et administratives, ne l'ont fait que pour leur confort personnel en trahissant les idéaux du parti et sans tenir compte de l'intérêt de notre pays ;
4. Messieurs VAOVAO Benjamin, RALAIDOVY Samuel (et tous ceux qui les accompagnent ou les le soutiennent) ne font plus partie des instances dirigeantes de l'AREMA, et n'ont aucune légitimité pour parler en son nom, tout comme leurs anciennes fonctions ne leur ont jamais donné une quelconque autorité politique et stratégique, pour engager le parti dans quelque direction que ce soit.
5. **Notre parti - et ses centaines de milliers de militants - n'est pas à vendre « au plus offrant ».** Ceux de ces membres ou anciens membres qui aujourd'hui essaient de le faire sont invités à interroger leur conscience et expliquer clairement aux électeurs, au nom de quelle légitimité ils se permettent de vendre leurs voix, pour leur seul et unique compte, à des personnalités politiques dont l'éthique est plus que sujette à caution.

Notre parti politique n'est pas un marché ni un centre commercial où tout est à acheter, mais une association d'hommes et de femmes libres et responsables, unis par des idéaux et des principes, formant une éthique et une vision pour l'avenir de ce pays. Ces idées n'ont rien à voir avec le sort de quelques individus, attirés par l'argent facile et les honneurs indus qui, au fil des années donnent une image si pathétique et déshonorante de la Politique dans notre pays.

Prenant la Nation Malgache à témoin, nous réaffirmons donc la nécessité d'un dialogue Malgachomalgache, pour mettre sur table les problèmes de fond qui minent notre société afin de les comprendre et de trouver **ENSEMBLE ET UNIS,** les solutions qui nous engageront dans la sérénité et la paix vers un avenir meilleur, avec des dirigeants élus par consentement et non par défaut.

Cette voie de la Paix durable que nous proposons n'est bien entendu pas faite pour les courtisans et mercenaires professionnels qui, par leurs actions ne sont pas à la hauteur de l'histoire de notre parti. Nous appelons ainsi nos militants à refuser toute voie qui transformerait l'AREMA en antichambre ou succursale de partis et d'individus, qui en rien, ne peuvent défendre les idées de progrès que nous portons depuis la création de notre parti en 1976.

Pour le Comité Directeur,



Simon Pierre
Secrétaire National et Membre fondateur de L'AREMA
Antananarivo le 21 septembre 2013